

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-05-12-00899

Arrêté relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des déchets d'emballages ménagers en application des articles L.541-10 et R.543-53 à R.543-65 du code de l'environnement

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des déchets d'emballages ménagers en application des articles L.541-10 et R.543-53 à R.543-65 du code de l'environnement ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du Conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Sur le rapport conjoint de Mme Caroline HENRY, chef du bureau de la prévention et des filières REP et de Mme Delphine DUBOIS, chargée de mission, à la direction générale de la prévention des risques, au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Attendu que le ministère de l'environnement de l'énergie et de la mer a annoncé en séance que le cahier des charges portant sur la période 2018-2022 était disjoint, sollicitant ainsi l'avis du conseil national sur un projet d'arrêté modifié portant sur le seul cahier des charges relatif à l'année 2017 ;

Attendu que le ministère de l'environnement de l'énergie et de la mer s'est engagé à poursuivre la concertation relative à la rédaction du cahier des charges portant sur la période 2018-2022 avec les élus locaux ;

Après délibération et vote de ses membres :

- avis favorable émis par 6 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 4 membres représentant l'Etat.

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a stylized, flowing script.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-05-12-00830

Arrêté modifiant l'arrêté du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A la majorité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du Conseil national d'évaluation des normes le 12 avril 2016 ;

Vu l'avis défavorable rendu par le Conseil national d'évaluation des normes lors de la séance du 9 juin 2016 ;

Vu le courrier de Mme Ségolène ROYAL, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, en date du 23 juin 2016 ;

Sur le rapport de Mme Caroline HENRY, chef du bureau de la prévention et des filières REP, à la direction générale de la prévention des risques, au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Attendu que le ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer maintient le projet de texte dans sa version examinée devant le Conseil national d'évaluation des normes lors de la séance du 9 juin 2016 ;

Attendu que les justifications apportées par le ministère de l'énergie, de l'environnement et de la mer, notamment le caractère temporaire des dispositions présentées, ne sont pas suffisantes pour que le conseil national remette en cause son avis du 9 juin 2016 ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux analysent cet arrêté comme le transfert d'une dépense de l'Etat vers les collectivités, sans qu'il ait été envisagé un financement d'urgence d'origine étatique provenant, par exemple, du produit de la taxe générale sur les activités polluantes ;

Attendu que ce transfert de dépense n'est pas conforme au droit en vigueur ;

Après délibération et vote de ses membres :

- avis défavorable émis par 6 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 4 membres représentant l'Etat

Article 1 : Emet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,



Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00901

Arrêté modifiant l'arrêté du 7 avril 1981 modifié fixant les dispositions techniques applicables aux piscines

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A la majorité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L. 1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 7 avril 1981 modifié fixant les dispositions techniques applicables aux piscines ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Sur le rapport de M. Alban ROBIN, chef de bureau de la qualité des eaux, de la direction générale de la santé, au ministère des affaires sociales et de la santé ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux félicitent le gouvernement pour ses démarches entreprises en matière de simplification des normes ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux critiquent toutefois la restriction du champ d'application d'une mesure de simplification annoncée par le Président de la République lors du comité interministériel aux ruralités du 15 septembre 2015 ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux proposent de modifier le 3^{ème} alinéa de l'article 1^{er} du projet d'arrêté soumis en substituant le mot « recommandée » au mot « assurée » en vue d'aboutir à la rédaction suivante, moins coûteuse mais davantage responsabilisante : « *Pour les piscines dont la surface totale des plans d'eau est inférieure ou égale à 240 mètres carrés et pour les exceptions précitées, une vidange complète des bassins est recommandée au moins deux fois par an.* » ;

Après délibération et vote de ses membres :

- avis défavorable émis par 6 membres représentant les élus ;
- avis favorable émis par 4 membres représentant l'Etat.

Article 1 : Emet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a stylized, flowing script.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00913

Décret relatif à l'application du chapitre Ier du titre III de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à l'application du chapitre Ier du titre III de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Sur le rapport de Jean-Marc LESCURE, adjoint au chef du bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, à la direction générale des collectivités locales, au ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Lambert', is written over a horizontal line.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00890

Décret relatif à la validation des années d'études d'infirmier, de sage-femme et d'assistant social des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A la majorité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à la validation des années d'études d'infirmier, de sage-femme et d'assistant social des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Sur le rapport de Mme Anne GIREL-ZAJDENWEBER, adjointe au chef de bureau des régimes spéciaux, à la direction de la sécurité sociale, au ministère des affaires sociales et de la santé ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux regrettent que les associations d'élus locaux n'aient pas été consultées dès les premiers travaux d'élaboration de ce projet de décret alors même qu'il comporte des enjeux financiers importants pour les employeurs publics ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux, dans un contexte budgétaire contraint, estiment inconcevable que la charge financière de ce dispositif ne repose que sur les employeurs publics qui ont titularisé l'agent bénéficiaire. Ils souhaitent, au même titre que les contributions dues au titre des validations de services de non titulaires, que la charge fasse l'objet d'une répartition sur l'ensemble des employeurs publics de l'agent ;

Attendu que les décisions unilatérales de l'Etat impactent les dépenses et les comptes des collectivités locales au point d'affecter la crédibilité de l'information financière supposée retracer les dépenses par catégorie de décideur.

Après délibération et vote de ses membres :

- avis défavorable émis par 5 membres représentant les élus
- abstention émise par 1 représentant les élus
- avis favorable émis par 4 membres représentant l'Etat.

Article 1 : Emet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a stylized flourish at the end.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-05-12-00821

Décret relatif à l'étude préalable et aux mesures de compensation prévues à l'article L.112-3 du code rural et de la pêche maritime

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A la majorité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à l'étude préalable et aux mesures de compensation prévues à l'article L.112-3 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du Conseil national d'évaluation des normes le 11 avril 2016 ;

Vu l'avis défavorable rendu par le Conseil national d'évaluation des normes lors de la séance du 9 juin 2016 ;

Vu le courrier du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt en date du 1^{er} juillet 2016 ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux constatent et regrettent l'absence de représentation du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, qui les prive du nécessaire débat sur les motifs de l'absence de prise en compte des griefs formulés au titre de l'avis défavorable prononcé le 9 juin 2016 ;

Attendu que cette absence porte atteinte à l'indispensable éclairage dont les membres ont besoin pour se prononcer ;

Attendu que ce fait est de nature à rendre le présent avis, non sollicité dans les formes requises ;

Après délibération et vote de ses membres :

- avis défavorable émis par 6 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 4 membres représentant l'Etat.

Article 1 : Emet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00918

Décret relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Sur le rapport de conjoint de M. Philippe ROGIER, sous-directeur de l'intégration des démarches de développement durable dans les politiques publiques et de Mme Géraldine FOURAISON, chargée de mission au sein du même bureau, au Commissariat général au développement durable, du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux saluent l'effort de concertation entrepris par les services de l'Etat avec les associations représentatives d'élus sur ce projet de décret et se réjouissent des modifications rédactionnelles qui en découlent ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a stylized flourish at the end.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00908

Décret relatif à la publicité du procès-verbal de rétablissement dans les fonctions pris en application de l'article 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 relative aux droits et obligations des fonctionnaires

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à la publicité du procès-verbal de rétablissement dans les fonctions pris en application de l'article 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 relative aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Sur le rapport de M. Marc FIROUD, chef du bureau du statut général et du dialogue social, à la direction générale de l'administration et de la fonction publique, au ministère de la fonction publique ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a stylized flourish at the end.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-06-09-00862

Décret relatif au recouvrement des cotisations dues à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités territoriales

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A la majorité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif au recouvrement des cotisations dues à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités territoriales ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 10 mai 2016 ;

Vu la décision de report en date du 9 juin 2016 ;

Sur le rapport de Mme Anne GIREL-ZAJDENWEBER, adjointe au chef de bureau des régimes spéciaux, à la direction de la sécurité sociale, au ministère des affaires sociales et de la santé ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux prennent acte du rallongement de l'échelonnement de deux à cinq ans du dispositif de recouvrement, comme ils l'avaient demandé lors de la séance du 2 avril 2015, mais contestent l'application des majorations de retard aux validations de services, jusque-là exonérées ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux demandent que le dispositif juridique proposé permette à l'employeur territorial d'exercer une influence maximale sur les décisions de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités territoriales ;

Après délibération et vote de ses membres :

- avis défavorable émis par 6 membres représentant les élus ;
- avis favorable émis par 4 membres représentant l'Etat.

Article 1 : Emet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a stylized, flowing script.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-06-09-00866

Décret relatif à l'application de l'article L. 111-5-1-2 du code de la construction et de l'habitation

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A la majorité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à l'application de l'article L. 111-5-1-2 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 11 mai 2016 ;

Vu la décision de report en date du 9 juin 2016 ;

Sur le rapport de Mme Catherine BELLLOT, chef du bureau QC1, à la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, au ministère du logement et de l'habitat durable ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux soulignent que le développement obligatoire de la fibre optique prévu en l'espèce n'offre aucune garantie quant à l'usage effectif de ces infrastructures eu égard au coût élevé des abonnements ou du manque de suivi des opérateurs ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux considèrent ainsi que pour rétablir l'utilité de ces dépenses publiques, s'impose un plafonnement du tarif des abonnements proposés par les opérateurs d'accès à internet, concernant par exemple les flux des collèges ou des lycées ;

Après délibération et vote de ses membres :

- avis favorable émis par 5 membres représentant les élus
- avis défavorable émis par 1 membre représentant les élus
- avis favorable émis par 4 membres représentant l'Etat.

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a stylized, flowing script.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-06-09-00850

Décret portant application de l'article 37 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte concernant les véhicules de transport en commun de personnes

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A la majorité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret portant application de l'article 37 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte concernant les véhicules de transport en commun de personnes ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du Conseil national d'évaluation des normes le 10 mai 2016 ;

Vu la décision de report en date du 9 juin 2016 ;

Vu le courrier de Mme Ségolène ROYAL, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, en date du 6 juillet 2016 ;

Sur le rapport conjoint de M. Laurent MICHEL, directeur général de l'énergie et du climat, de M. Jean-Pierre ROCHETTE, adjoint au chef de bureau des véhicules lourds et deux-roues à la direction générale de l'énergie et du climat et de M. Benjamin CROZE, chef du bureau des politiques de déplacement, à la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux soulignent l'effort de concertation réalisé par le ministère dans la mesure où la nouvelle version du projet de texte comporte un certain nombre d'améliorations positives ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux s'opposent à l'extension aux agglomérations de plus de 100 000 habitants de l'obligation de mettre en service des bus à faibles émissions, de nature à générer des charges financières excessives dans un contexte où les plans de protection de l'atmosphère ne sont imposés qu'aux collectivités ou groupements de plus de 250 000 habitants ;

Attendu que, en conséquence, les membres représentant les élus locaux proposent de modifier le projet de décret soumis afin qu'il prenne en compte le critère des capacités locales d'approvisionnement en sources d'énergie pour les agglomérations hors Ile-de-France en lieu et place du critère des seuils de population, conformément au cadre de

l'habilitation définie à l'article 37 de la loi 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, par exemple en appliquant la rédaction suivante :
« Les communes dont la liste est fixée par arrêté du préfet de département en considération de leur couverture par un plan de protection de l'atmosphère et des capacités d'approvisionnement constatées l'année précédente sur leur territoire en électricité, biogaz et bioéthanol. »

Après délibération et vote de ses membres :

- avis défavorable émis par 6 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 4 membres représentant l'Etat

Article 1 : Emet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,



Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00917

Ordonnance relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'ordonnance relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Sur le rapport de conjoint de M. Philippe ROGIER, sous-directeur de l'intégration des démarches de développement durable dans les politiques publiques et de Mme Géraldine FOURAISON, chargée de mission au sein du même bureau, au Commissariat général au développement durable, du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux saluent l'effort de concertation entrepris par les services de l'Etat avec les associations représentatives d'élus sur ce projet d'ordonnance et se réjouissent des modifications rédactionnelles qui en découlent ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,



Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00931

Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A la majorité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Vu la demande d'inscription en urgence du 1^{er} juillet 2016 ;

Sur le rapport conjoint de Mme Cécile RAQUIN, directrice générale adjointe des collectivités locales, au ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales et de Mme Rachel CHANE SEE CHU, sous-directrice adjointe de l'aménagement durable, du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Après délibération et vote de ses membres :

- avis favorable émis par 4 membres représentant les élus ;
- abstention émise par 2 membres représentant les élus ;
- avis favorable émis par 4 membres représentant l'Etat.

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,



Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00891

Arrêté fixant les modalités de transmission entre les départements, les organismes débiteurs des prestations familiales et le Centre national Pajemploi des informations relatives aux assistants maternels

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté fixant les modalités de transmission entre les départements, les organismes débiteurs des prestations familiales et le Centre national Pajemploi des informations relatives aux assistants maternels ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a long horizontal stroke extending to the right.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00915

Arrêté portant diverses dispositions complémentaires relatives aux dispenses de certification, aux allègements de formation et au livret de formation du diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté portant diverses dispositions complémentaires relatives aux dispenses de certification, aux allègements de formation et au livret de formation du diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 9 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a stylized, wavy flourish at the end.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00895

Arrêté relatif à la mise en œuvre des aides à l'installation

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté relatif à la mise en œuvre des aides à l'installation ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Lambert', written in a cursive style.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00896

Arrêté relatif aux conditions d'octroi de la dotation aux jeunes agriculteurs

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté relatif aux conditions d'octroi de la dotation aux jeunes agriculteurs ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a long horizontal stroke extending to the right.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00897

Arrêté relatif aux prêts à moyen terme spéciaux

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté relatif aux prêts à moyen terme spéciaux ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Lambert', written in a cursive style.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00911

Arrêté fixant le modèle de règlement intérieur de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie prévu à l'article R. 233-16 du code de l'action sociale et des familles

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté fixant le modèle de règlement intérieur de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie prévu à l'article R. 233-16 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a long horizontal stroke extending to the right.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00902

Décret relatif à la création d'un registre public d'accessibilité pour les établissements recevant du public et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et aux installations ouvertes au public

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à la création d'un registre public d'accessibilité pour les établissements recevant du public et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et aux installations ouvertes au public ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', is written over a horizontal line.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00903

Arrêté fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', is written over the printed name.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00905

Décret relatif au bâtiment à énergie positive et à haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'État, de ses établissements publics et des collectivités territoriales

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif au bâtiment à énergie positive et à haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'État, de ses établissements publics et des collectivités territoriales ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Lambert', written in a cursive style.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00898

Décret modifiant diverses dispositions réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant diverses dispositions réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert'.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00910

Décret relatif à la date et aux modalités de transfert définitif des services ou parties de services des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive qui participent à l'exercice des compétences transférées aux régions par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à la date et aux modalités de transfert définitif des services ou parties de services des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive qui participent à l'exercice des compétences transférées aux régions par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,



Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00914

Décret relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 9 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', is written over a horizontal line.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00888

Décret définissant les conditions d'application des obligations d'achats ou d'utilisation de véhicules à faibles émissions introduites par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret définissant les conditions d'application des obligations d'achats ou d'utilisation de véhicules à faibles émissions introduites par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a long, sweeping flourish extending to the right.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00887

Décret relatif à la lutte contre le financement du terrorisme

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à la lutte contre le financement du terrorisme ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a stylized flourish at the end.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00892

Décret fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires des handicaps naturels permanents dans le cadre de l'agriculture de montagne et des autres zones défavorisées et modifiant le code rural

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires des handicaps naturels permanents dans le cadre de l'agriculture de montagne et des autres zones défavorisées et modifiant le code rural ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Lambert', is written over a horizontal line.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00894

Décret relatif aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a stylized flourish at the end.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00889

Décret relatif aux modalités d'attribution et de versement des éléments mentionnés aux 2°, 3° et 4° de l'article L. 245-3 du code de l'action sociale et des familles

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux modalités d'attribution et de versement des éléments mentionnés aux 2°, 3° et 4° de l'article L. 245-3 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 6 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a long horizontal stroke extending to the right.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00909

Décret relatif à l'organisation du dispositif de préparation à l'installation en agriculture

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à l'organisation du dispositif de préparation à l'installation en agriculture ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Lambert', is written over a horizontal line.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00904

Décret relatif aux modalités de fixation des redevances de réutilisation d'informations publiques et aux catégories d'administrations autorisées à établir de telles redevances

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux modalités de fixation des redevances de réutilisation d'informations publiques et aux catégories d'administrations autorisées à établir de telles redevances ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', is placed above the printed name.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00912

Décret relatif à l'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à l'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le président,

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Lambert', is written over a light blue horizontal line.

Alain LAMBERT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 7 juillet 2016

Délibération n° 16-07-07-00916

Ordonnance relative à la mise à disposition des données de circulation routière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'ordonnance relatif à la mise à disposition des données de circulation routière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 8 juin 2016 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Lambert', with a long horizontal flourish extending to the right.

Alain LAMBERT